

 [Télécharger la revue](#)

 [Podcasts](#)

 [Vidéos](#)

SOMMAIRE



CRITIQUES

- 1** | HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE, 1940-1945 - Olivier Wiewiorka (Editions Perrin)
par Ismail Fehrat
- 2** | LE NOUVEAU MOYEN-ORIENT. LES PEUPLES À L'HEURE DE LA RÉVOLUTION SYRIENNE - Jean-Pierre Filiu (Editions Fayard)
par Christian Birebent
- 3** | LE DESTIN AU BERCEAU : INÉGALITÉS ET REPRODUCTION SOCIALE - Camille Peugny (Editions du Seuil / La République des idées)
par Jérémie Peltier

ÉCHAPPÉES

- 4** | THE ACT OF KILLING - Film de Joshua Oppenheimer
par Virginie His

CRITIQUES

A L'ESSAI

1. HISTOIRE DE LA
RÉSISTANCE, 1940-1945

Olivier Wieviorka

Editions Perrin,

janvier 2013, 575 pages, 25 euros

PAR ISMAIL FEHRAT



Parmi les événements et drames traversés par la nation française, peu d'épisodes ont autant marqué la mémoire hexagonale que les années noires, de 1940 à 1944. A la défaite militaire, au régime de Vichy, à l'occupation nazie et au cortège de souffrances qu'ils ont entraîné, ont en effet correspondu des formes de trauma collectif. Ceux-ci ressurgissent périodiquement, ainsi lors des procès Barbie et Papon. Symétriquement, l'épopée de la Résistance (entendue comme la Résistance intérieure) a constitué une mémoire lumineuse, qui aurait régénéré la France et sauvé l'honneur national. Le succès du libelle de Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, fait d'ailleurs appel à « l'esprit de la Résistance », dont le souvenir et les idéaux sont présentés comme toujours valables actuellement. Paradoxe ultime, la Résistance semble avoir survécu à sa raison initiale : lutter contre l'occupation et ses collaborateurs, pour devenir un « esprit » ou un héritage aussi sacré qu'indéterminé.

Olivier Wieviorka, professeur d'histoire, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, s'est donc intéressé à un sujet aussi riche que complexe. En effet, la Résistance intérieure a d'abord été prise en charge par des mémoires successives et concurrentes, ce que l'auteur étudie dans le dernier chapitre de l'ouvrage. Jusqu'aux années 1970,

la Résistance est considérée comme un mouvement populaire, qui a mobilisé l'ensemble du peuple français à l'exception d'une poignée de traîtres, symbolisée par quelques dirigeants (Laval, Pétain) et surtout la Milice honnie. C'est la « mémoire gaullo-communiste », qui favorise une telle vue unanimiste, que l'on retrouve par exemple dans le film de René Clément, « La Bataille du rail », en 1946. Dans les années 1970, la mémoire de la Résistance s'obscurcit, d'autant que le mouvement gaulliste recule. Le film de Marcel Ophüls, « Le chagrin et la pitié » (1969), puis le film de Louis Malle, « Lacombe Lucien » (1974), rappellent à la fois que tous les Français n'ont pas été résistants, mais en plus que la collaboration ou, surtout, le soutien au régime de Vichy n'étaient pas des phénomènes marginaux. La révélation du passé de Maurice Papon, fonctionnaire à la préfecture de Gironde, à partir de 1981, rappelle le concours de « l'Etat français » vichyssois à la politique répressive nazie. En 1994, une biographie du jeune François Mitterrand (*Une jeunesse française*, de Pierre Péan) suscite la stupeur : l'opinion hexagonale découvre que le président socialiste, résistant indiscutable, avait été aussi un proche du régime pétainiste. Les historiens contribuent eux aussi à modifier et à nuancer les perceptions de la Résistance : ainsi, la notion de « vichysso-résistants » a été élaborée pour expliquer comment certains Français ont été simultanément ou successivement partisans du régime de Vichy et résistants, les deux avec une égale détermination.¹ De même, les tensions au sein de la Résistance ont été mises en avant, par exemple avec l'étude sur les résistants étrangers de la MOI (Main-d'œuvre immigrée, communiste).² Signe des temps, les années 1940-1944 deviennent un « passé qui ne passe pas », pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historien Henry Rousso et du journaliste Eric Conan de 1994.

Qu'est-ce que la Résistance intérieure dès lors ? La question peut sembler provocatrice. Pourtant, et Olivier Wieviorka le souligne, il n'existe pas de synthèse sur le sujet. Les travaux monographiques sur tel mouvement ou réseau, les autobiographies, les témoignages des acteurs, les études par courants politiques (PCF, gaullistes, SFIO) ont dominé les travaux historiques sur le sujet. De plus, l'auteur rappelle qu'il n'existe pas moins de cinq lois successives entre 1945 et 1992 sur la Résistance, signe que la définition même de

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

celle-ci est polysémique et sujette à question. L'ouvrage d'Olivier Wieviorka constitue dès lors une tentative audacieuse de synthèse sur la Résistance, d'autant plus bienvenue que l'auteur ne cache rien des fractures, des tensions et des conflits qui traversent celle-ci. En effet, dès 1940 – et au moins jusqu'en 1942 –, les résistants sont divisés par une série de clivages particulièrement prégnants : ceux nés des années 1930, ceux liés au choix d'une analyse nationale ou internationale, ceux liés aux rapports avec les organisations traditionnelles (syndicats, partis, églises), ceux enfin liés aux méthodes et à l'organisation de la Résistance.

Ainsi, les oppositions politiques nées lors de la III^e République séparent profondément les résistants, derrière le mythe d'un mouvement d'essence purement démocratique et libéral. L'antisémitisme, la xénophobie, l'hostilité au Front populaire et aux francs-maçons ont bel et bien existé chez une partie des résistants, dont certains textes et affirmations ne laissent aucun doute sur leurs rejets et préjugés. La France de 1940-1944 voit en effet s'exacerber les divisions qui avaient marqué le pays le long des années 1930. Dans les services de renseignement et les structures de la France Libre (notamment le service de renseignement BCRA), les parcours issus de l'extrême-droite ne sont pas exceptionnels. De même, la primauté à « la France seule » de certains résistants s'oppose à une analyse globale (la mondialisation inéluctable de la guerre, le rapport de forces international) présente aussi bien au PCF que dans le discours du général de Gaulle du 18 juin 1940. Par ailleurs, les résistants se méfiaient souvent des forces politiques traditionnelles : le « régime des partis » était en effet considéré comme un des responsables de l'effondrement militaire de 1940. Paradoxalement, cela n'empêchait pas les stratégies de valorisation politique d'engagement dans la résistance. Ainsi, les gaullistes et les communistes, qui tous deux ont critiqué les forces politiques traditionnelles, ont largement œuvré à tirer politiquement profit de leur participation à la Résistance (cf. ainsi la notion de « parti des fusillés » que le PCF a utili-

sée après 1945). *A contrario*, les socialistes, qui eux ont précisément joué la carte de l'union politique dans la Résistance et ont été dispersés dans les structures de celle-ci, ont dès lors été moins visibles. Les jeux de pouvoir et d'influence, souligne Olivier Wieviorka, ne sont pas absents dans la Résistance, les socialistes payant chèrement la sous-estimation de ces enjeux. Nombre des idées du Conseil national de la Résistance, fait révélateur, sont déjà présentes dans les années 1930 : la nouveauté des propositions n'est pas ce qui caractérise celle-ci non plus.

Surtout, un clivage central oppose les résistants, à savoir la relation au régime de Vichy. Pour les communistes – en large partie tenus par le pacte germano-soviétique jusqu'au printemps 1941 –, la lutte contre celui-ci est prioritaire et immédiate. Mais pour nombre de résistants de la première heure, issus du maurrassisme ou de la droite conservatrice, la lutte contre l'occupant allemand paraît compatible avec l'attachement au maréchal Pétain. Idéologiquement, jusqu'en 1942, le général de Gaulle lui-même affirme une opposition plus stratégique que politique au régime vichyssois, surtout coupable de ne pas continuer la guerre et de collaborer avec les nazis. Ce n'est que progressivement, avec l'installation de la politique de collaboration, le rappel de Laval et surtout l'invasion en novembre 1942 de la « zone libre » que le régime de Vichy devient un ennemi pour l'ensemble des résistants. Ce clivage recouvre aussi un clivage géographique : pour les résistants agissant et vivant dans la zone occupée par les Allemands, où leur action est plus difficile qu'au sud de la ligne de démarcation, le rapport au régime de Vichy est moins prégnant. L'ennemi dans la partie occupée est en effet l'envahisseur, ce qui simplifie et durcit tout à la fois les formes et l'orientation de la résistance. En effet, dans le nord, convergent les tensions sociales d'une population appauvrie et affamée, la brutalité de l'occupation allemande et la présence d'une force étrangère liée à une défaite humiliante.

Outre ses divisions, la Résistance recouvre des formes d'actions particulièrement diverses. Les « mouvements » privilégient pendant longtemps la propagande (tracts, bulletins, informations), pendant que les « réseaux » participent à des actions de nature plus militaire (renseignement, exfiltration). La question de l'action violente

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

(assassinat, sabotage, maquis) divise profondément les résistants, les communistes étant les seuls à être globalement en faveur de celle-ci, qui leur font payer un lourd tribut.³ Ce sujet est particulièrement sensible : il pose à la fois la question du rapport avec le régime de Vichy, celle des représailles et de la répression des actes violents, et de l'utilité d'une pratique de « franc-tireurs » et de guérilla sans aucune chance de victoire militaire autonome. La constitution de maquis, l'action militaire constituent en 1943-1944 la continuité de ces divisions : les résistants anti-communistes se méfient de l'emprise du PCF, certains craignent le coût humain de la stratégie des maquis (par exemple avec l'écrasement du plateau des Glières en mars 1944). Les actions de la Résistance sont aussi fonction du dispositif de répression : le contrôle des forces répressives allemandes en France par la SS à partir de 1942, le durcissement de Vichy avec la création de la Milice en 1943, l'application des méthodes du front de l'Est en France (par exemple lors du parcours sanglant de la division *Das Reich* vers la Normandie en juin 1944) sont autant de paramètres qui pèsent cruellement sur l'action des résistants. L'ampleur des représailles et le « coût du sang » constituent en particulier une limite permanente pour eux.

A partir de ce patchwork d'organisations, d'aspirations et de modalités d'action, la notion de « Résistance » révèle son caractère polysémique et parfois contradictoire. L'unification constitue une strate supplémentaire de difficultés. En effet, contrairement à ce que la mémoire gaulliste a pu faire accroire, l'affirmation du général de Gaulle comme dirigeant incontesté de la Résistance intérieure a été un processus long et précaire.⁴ S'illustrent dans celui-ci des hommes de l'ombre comme le colonel Passy (André Dewarin), le colonel Rémy (Gilbert Renault) ou Jean Moulin, dont l'action se déroule avec de nombreuses difficultés et réticences de la part des résistants. En effet, une partie de ceux-ci (à gauche) se méfient des convictions politiques de l'homme du 18 juin. De même, des concurrents, comme le général Giraud, apparaissent et menacent l'affirmation

du général de Gaulle comme dirigeant incontesté de la Résistance. Enfin, l'attitude des alliés anglo-américains vis-à-vis de celui-ci est complexe : si les Britanniques l'ont incontestablement aidé, leurs services secrets (SOE) et ceux des Etats-Unis (OSS) n'ont pas simplifié l'action des gaullistes. Surtout, les Etats-Unis comme le Royaume-Uni n'ont pas rompu d'emblée avec le régime de Vichy. En particulier, les dirigeants américains cherchent au moins jusqu'en 1943 une solution de rechange issu de celui-ci à de Gaulle qu'ils détestent cordialement : l'amiral Darlan, puis le général Giraud.

Dès lors, pourquoi devient-on un résistant et quel en est le profil? Le sentiment de honte et de révolte face à la défaite et à l'occupation peut paraître être l'élément déclencheur. Indéniablement, pour une population profondément marquée, à gauche comme à droite, par le patriotisme et la germanophobie, ce sentiment est répandu. Cependant, comme le rappelle Olivier Wieviorka, la résistance active est un phénomène limité : 262 730 attestations officielles de Résistance (« dossiers CVR ») ont été délivrées jusqu'en 2008. Certes, les « justes », qui ont sauvé les Juifs, les petites mains de la Résistance, les sympathisants qui ont aidé ou fermé les yeux sur les activités de celle-ci, constituent un halo autour du noyau dur de la Résistance. Chronologiquement, l'entrée dans la Résistance est croissante, tout en restant minoritaire. Olivier Wieviorka fait justice de certains mythes : ainsi, les gens refusant le Service de travail obligatoire (STO) en 1943 n'ont été que très peu nombreux à rejoindre la Résistance. Surtout, l'auteur montre les limites d'une légende dorée et édifiante. La Résistance, en effet, n'a ni aboli les inégalités sociales en son sein, ni été une épopée chevaleresque : elle reflétait la vie dans une France inégalitaire, affamée, appauvrie et tracassée par la survie au quotidien. Les différences de niveau de vie entre ceux bénéficiant d'une fortune personnelle ou de subsides importants et ceux partageant les difficultés du peuple sont parfois frappantes. Ainsi, le résistant communiste Fernand Grenier se rend compte que le colonel Rémy peut dépenser dans un palace parisien en une soirée ce dont lui et sa femme ont besoin pour vivre un mois. Les inégalités entre hommes et femmes n'étaient pas abolies. La peur d'être pris, torturé, déporté et fusillé tenaille les résistants. Dans le même temps, jusqu'en 1944, certains sont aussi en proie

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

à l'ennui, au désœuvrement, à la monotonie de tâches pas toujours exaltantes. La période précédant et accompagnant la Libération libre à la fois les énergies et les tensions des années noires : ainsi, la place des maquisards, la substitution aux responsables de Vichy de nouveaux cadres, la coordination entre alliés, France libre et Résistance intérieure sont exacerbées par l'effondrement des troupes allemandes.

L'ouvrage d'Olivier Wieviorka, riche, clair et informé, est lui-même révélateur d'une tendance plus profonde. Au rebours des passions qui continuent à influencer l'analyse des années noires, ce livre constitue un passage bienvenu de la mémoire à l'histoire de l'objet « Résistance ». L'historien ne cède cependant pas à la facilité de l'indifférence : ce travail de synthèse rappelle en permanence quel courage il fallait pour choisir de résister. Pour paraphraser Winston Churchill à propos des pilotes de la RAF, rarement dans son histoire une nation n'a été redevable à un aussi petit groupe d'individus. Replacer la Résistance dans ses réalités historiques, culturelles, matérielles, sociales et politiques fait justice d'un récit mythifié qui s'est craquelé. Il renforce par là même le constat d'une Résistance qui fut l'une des plus belles pages de l'histoire de France.

1. Cf. notamment la thèse de Johanna Barasz, *De Vichy à la résistance : les vichysso-résistants, 1940-1944*, Sciences-Po Paris, 2010.

2. Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang des étrangers : les immigrés de la MOI dans la résistance*, Paris : Fayard, 1989.

3. Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Le Sang des communistes*, Paris : Fayard, 2004.

4. Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, Paris : Fayard, 2006.

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. LE NOUVEAU MOYEN-ORIENT.

*Les peuples à l'heure de la révolution syrienne***Jean-Pierre Filiu**

Editions Fayard

janvier 2013, 402 pages, 22 euros

PAR CHRISTIAN BIREBENT

L'ordre règne (encore) à Damas !

La Syrie, sans disparaître de nos écrans, n'est cependant guère évoquée qu'à l'occasion d'un massacre particulièrement sanglant ou d'une nouvelle impasse diplomatique. Les dirigeants politiques comme les commentateurs semblent hésiter entre une sympathie plus ou moins active pour la lutte menée contre un despote et la crainte d'une récupération de celle-ci par des fondamentalistes religieux. Une guerre civile succède à une révolte née dans le sillage du « printemps arabe ».

Par-delà ce temps court, le grand mérite de l'ouvrage de Jean-Pierre Filiu est d'inscrire les troubles actuels en Syrie dans le temps long, sans les envisager uniquement comme la simple répercussion d'événements extérieurs. Même si « la révolution syrienne, dans toute sa richesse » reste, selon lui, « un épisode du grand bouleversement historique qu'est la révolution arabe ». Il met particulièrement en valeur le rôle de la société syrienne dans cette lutte. La Syrie n'a été longtemps perçue qu'à travers son dirigeant historique, le général Hafez el-Assad, surnommé le « Bismarck du Proche-Orient » par Kissinger. Celui-ci appréciait sans doute son jeu qui n'était pas étranger à sa propre conception ultra-réaliste des relations internationales. Mais



l'auteur, spécialiste reconnu de l'« Orient compliqué », chercheur associé au Centre d'études des relations internationales (CERI) et professeur à Sciences-Po Paris, connaît intimement la Syrie qu'il a découverte au début des années 1980 et où il fut diplomate entre 1996 et 1999. C'est pourquoi il souhaite « rompre avec la vision surplombante qui ne pense la Syrie que comme un carrefour stratégique » pour « montrer que cette révolution émane des profondeurs de la société ».

Afin d'éviter toute vision tronquée de la Syrie, Jean-Pierre Filiu commence par en présenter l'histoire. Il parvient, en une petite centaine de pages, à rendre intelligibles des évolutions complexes allant de la succession de Mahomet au régime du clan Assad. Damas, capitale des Ommeyyades, devient, après leur chute celle d'une province dominée. Elle est parcourue par différents conquérants – Croisés venus d'Occident, Mongols. Elle demeure cependant un sanctuaire pour des communautés diverses : Chrétiens d'Orient, courants minoritaires de l'Islam. Le XIV^e siècle est particulièrement sombre pour la Syrie. Délaissée par les sultans mamelouk du Caire, elle est balayée par les cavaliers de Tamerlan, puis passe sous le contrôle des Turcs ottomans qui affrontent des révoltes endémiques. L'incursion militaire de Bonaparte, les liens économiques avec l'Occident font prendre conscience aux élites locales du retard accumulé et de l'existence d'une identité propre alors que l'Empire ottoman ne cesse pas de s'affaiblir. Cette renaissance arabe (*Nahda*) s'organise autour de deux courants majeurs. Le premier s'inspire des nationalismes européens alors que le second exige un retour « dans le monde arabe du magistère exercé par les Turcs ».

En 1915, le projet d'un grand royaume arabe semble appuyé par les Britanniques qui soutiennent la révolte du Chérif Hussein de La Mecque contre les Turcs. Son fils Fayçal, aidé par Lawrence d'Arabie, proclame le 2 octobre 1918 l'indépendance de la Syrie. Pour Jean-Pierre Filiu, « le décor est planté pour que la Syrie naisse sur

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

les ruines de l'Empire ottoman, mais contre la volonté des Syriens ». Fayçal est proclamé roi de l'Etat indépendant de Syrie en 1920 mais les territoires arabes sont attribués aux Occidentaux sous forme de mandats par la Société des nations. Vaincue par le général Gouraud, Fayçal se réfugie chez les Britanniques avant de devenir roi du nouvel Irak. Afin de contrôler une région où l'agitation nationaliste se renforce, les Français choisissent la stratégie de la division. Ils imposent la création d'un Liban indépendant, jouant la carte des Chrétiens maronites avec qui les liens se sont raffermis depuis l'intervention de Napoléon III en 1860 suite aux massacres perpétrés par les Druzes. Plusieurs entités sont créées : l'Etat de Damas, l'Etat d'Alep – réunis en 1925 –, l'Etat du Djebel druze et l'Etat des Alaouites, tous sous étroite surveillance. On joue les minorités montagnardes contre le nationalisme des villes. Cela n'empêche pas la grande révolte druze de 1925, durement réprimée. Des négociations s'ouvrent tardivement avec les Nationalistes syriens. Mais le compromis échoue quand la France, sentant venir la guerre, cède le territoire d'Alexandrette à la Turquie, nouvelle puissance régionale. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Syriens voient les partisans de Vichy et les Français libres s'affronter dans un contexte de plus en plus défavorable à la présence française. En 1946, au grand dam du général de Gaulle, les nationalistes syriens et les Britanniques obtiennent le départ de la France.

La Syrie indépendante demeure cependant « inachevée » et la vie politique ne parvient pas à se stabiliser. Les Nationalistes sont divisés et d'autres forces politiques émergent : les Communistes, les Frères musulmans et le parti Baas aux ambitions panarabes. Ce dernier est fondé par le Chrétien Michel Aflak et le Sunnite Salah ad-Din al-Bitar. La guerre israélo-arabe de 1948-1949 constitue une humiliation pour le monde arabe et le déclencheur d'un premier coup d'Etat en Syrie. La dictature de Chichakli puis la multiplication des putschs affaiblissant la Syrie alors que l'Egypte de Nasser rayonne après 1956. Militaires et dirigeants proposent en 1958 à

l'Egypte une union, débouchant sur la naissance de la République arabe unie. L'expérience tourne rapidement court, les Syriens reprochant aux Egyptiens leur volonté hégémonique. En 1967, nouvelle catastrophe : lors de la Guerre des Six jours, Israël écrase les armées arabes et la Syrie perd le plateau du Golan. Les luttes de pouvoir minent le parti Baas, aux affaires depuis 1963. La prise de pouvoir du général Hafez el-Assad, le 17 novembre 1970, ne constitue pas un simple putsch mais la naissance d'un « véritable système ».

Le général Assad n'a pas l'ambition de créer une grande Syrie. Sa politique, extérieure et intérieure, n'a pour seul objet que le maintien d'un noyau dirigeant centré sur les Alaouites voire sur la « famille élargie ». Pour Jean-Pierre Filiu, Assad « veut gager la stabilité du régime sur l'instabilité régionale » tout en faisant de son Etat « la pierre angulaire du Moyen-Orient ». L'accord de désengagement sur le Golan comme l'intervention au Liban s'expliquent par ces impératifs. Le soutien militaire de l'URSS et l'alliance avec la République islamiste d'Iran fortifient sa place à l'échelle régionale. A l'intérieur, le pouvoir ne cesse de se durcir : quand des Islamistes prennent Hama en 1982, la répression fait plus de 10 000 morts. Hafez el-Assad s'adapte à la fin de la Guerre Froide. En 1990-1991, lors de l'invasion du Koweït, Assad ne soutient pas l'Irak, l'autre régime baasiste, et obtient en retour d'avoir les mains libres au Liban. En revanche, il ne gagne pas une « garantie américaine de sécurité » et les négociations avec Israël échouent. La succession du chef malade devient la question majeure à la fin des années 1990 dans un pays où la vie politique n'existe plus, où le Baas n'est plus qu'un simple instrument du pouvoir. Son fils Bachar lui succède mais, loin d'incarner une quelconque réforme, il installe un « despotisme new look ». Les principes de la politique paternelle sont inchangés. Bachar parvient même à se rapprocher de la Turquie avec toujours le même objectif : conforter le pouvoir du clan. Mais « l'affairisme débridé accentue la dévitalisation du Baas et le déclasserement de la bureaucratie ».

La deuxième partie (« Les saisons de la révolution syrienne »), beaucoup plus longue, constitue le cœur même de l'ouvrage. Dans des chapitres intitulés « Le printemps du comité » et

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

« L'hiver des massacres », Jean-Pierre Filiu tente d'établir la chronique la plus précise possible des évolutions intérieures, tout en replaçant le drame syrien dans les relations internationales. Bachar el-Assad, qui apparaît peu troublé par le « printemps arabe », est avant tout soucieux de bloquer toute émergence d'une opposition. C'est à Deraa, en mars 2011, que les premiers événements graves éclatent, lorsque le régime réprime avec vigueur des manifestants protestant contre la disparition d'adolescents accusés d'avoir écrit des graffitis sur les murs. Bachar ferme la voie à tout dialogue, « mobilise l'esprit de corps alaouite » et accuse l'étranger d'être à l'origine de tout. Il lance ses unités d'élite contre Homs où les premiers Comités de coordination locaux ont pris en charge la contestation, alors que « l'ambition révolutionnaire est désormais de prendre les villes ». Durant cet « été des villes », les manifestations se multiplient et le nombre de tués augmente. Les premiers militaires font défection et gagnent la nouvelle Armée de la Syrie libre (ASL). Dans une société largement quadrillée par les services de sécurité, on assiste à « la construction au quotidien de réseaux de solidarité » et à la reconstruction d'une opposition. Le Conseil national syrien (CNS), formé en octobre 2011 à Istanbul, refuse l'intervention militaire étrangère et souhaite éviter les affrontements confessionnels. Composé des différents courants et partis d'opposition, il est accusé par le régime, comme par d'autres opposants, d'être un faux-nez pour les Frères musulmans. Rapidement, militants et combattants de l'intérieur s'irritent des discussions du CNS qui ne parvient pas à obtenir une véritable reconnaissance internationale.

Le système Assad, d'ailleurs, « retrouve une forme d'équilibre dans la manipulation de la conjoncture internationale », en se servant du plan de la Ligue arabe et de la mission de l'ONU ainsi que de promesses de réformes politiques. Pendant la visite des experts, la répression continue et le nombre de victimes ne cessent d'augmenter. Assad fait la part du feu, délaissant de larges parties du territoire pour

conserver l'axe Damas-Alep et le pays alaouite. Il accorde donc des concessions aux Kurdes afin d'obtenir leur neutralité et faire pression sur la Turquie voisine afin qu'elle ne soutienne pas l'ASL. De manière classique en Syrie, il tente de diviser pour survivre en ralliant les minorités, inquiètes de leur devenir si le chaos l'emporte (en 2010, les Sunnites représentent 80 % de la population, les Alaouites 10 %, les Chrétiens 5 %, les Druzes 2-3 %, les Ismaéliens 1 %). La Russie et l'Iran se montrent des alliés indéfectibles du régime, le Hezbollah libanais lui prête main forte tandis que la communauté internationale apparaît paralysée. Le veto russe est finalement bien pratique pour justifier une inaction de l'ONU. Le Qatar et l'Arabie saoudite, quant à eux, aident des mouvements distincts et se font concurrence. « L'escalade de la répression finit par produire la prophétie auto-réalisatrice d'Assad : la subversion jihadiste », l'arrivée croissante de volontaires étrangers encouragerait l'agressivité des jihadistes syriens. A la fin de l'été 2012, on assiste au basculement de la répression dans la guerre totale. Les insurgés se sentent abandonnés de l'extérieur.

Pourtant, Jean-Pierre Filiu considère que « c'est dans les profondeurs de la société que la révolution va puiser l'énergie d'un nouveau sursaut ». Durant « l'automne des choix » (2012), les premières fissures apparaissent au sein de la communauté alaouite car certains partisans du clan Assad commencent à être déstabilisés par sa volonté de n'utiliser que la force, de refuser toute transition politique. De mystérieux attentats déciment l'appareil sécuritaire dans des régions pourtant sous contrôle. Quelques dirigeants alaouites font défection. Pourtant, Bachar el-Assad poursuit sa fuite en avant. Il dispose toujours de la supériorité aérienne et de l'armement, fournis par ses alliés même si les hommes commenceraient à manquer. Des unités militaires ne seraient pas fiables et il s'appuie sur les forces de sécurité, sur les milices de *chabiha*, le plus souvent de jeunes Alaouites, attirés par une solde et l'impunité liée au service du régime. Alors que son emprise territoriale diminue, il semble vouloir déstabiliser le Liban puis la Jordanie. Il ne peut plus gagner mais tient encore. Les guérillas, malgré les coups reçus, se montrent particulièrement pugnaces. Une vie sociale s'organise dans les zones libérées notamment entre Alep et la frontière

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

turque mais elles demeurent menacées par l'aviation. Jean-Pierre Filiu note que l'opposition ne peut pas l'emporter militairement mais que cette longue lutte – trois ans maintenant – comporte des risques politiques. « Le camp révolutionnaire devrait être encouragé à formuler un projet mais la militarisation du soulèvement accentue le poids de l'ASL, aux dépens du CNS ».

La troisième partie est composée de deux chapitres. Le premier, « Dix leçons revisitées », aurait pu être publié comme un essai ou un commentaire consacré à la révolution arabe. Jean-Pierre Filiu considère qu'elle a la « spécificité d'entretenir une dynamique régionale de mobilisation politique, tout en consacrant les Etats-nations, hérités de la période coloniale, dans le cadre desquels cette mobilisation se déploie ». Il rédige une sorte de discussion ou d'inventaire reprenant dix propositions d'interprétation énoncées en 2011. Elles n'ont pas toutes la même portée. Ainsi, on peut facilement être d'accord avec celles-ci : « la jeunesse est en première ligne », « les réseaux sociaux ne font pas le printemps », « la renaissance n'est pas une partie de dominos ». Jean-Pierre Filiu estime surtout que « les Islamistes sont au pied du mur ». Ils ont longtemps constitué la force d'opposition la mieux structurée. Les scrutins récents ont pu accréditer l'illusion d'une « vague verte » mais les religieux, désormais obligés de faire l'apprentissage accéléré du pluralisme, savent qu'ils sont et seront désormais jugés par les populations non sur leurs proclamations mais sur leurs réalisations. Par ailleurs, « les Arabes ne sont pas une exception ». Il ne croit pas à un « automne islamiste », malgré des tâtonnements, des incidents : les élections se sont déroulées, alors même que de nombreux pays étaient habitués aux mascarades électorales. « On peut gagner sans chef » : les révolutions arabes ont non seulement entraîné la chute d'autocrates mais c'est l'idée même d'un lien entre un peuple et un dirigeant charismatique qui semble désormais rejetée.

Dans le dernier chapitre, « Révolution et contre-révolution », plus composite, Jean-Pierre Filiu revient sur quelques idées trop souvent reprises dans les médias. Il aborde notamment la question de l'antagonisme chiite-sunnite, qu'il baptise « grille pavlovienne d'interprétation ». Il rappelle que les Alaouites ne sont pas des chiites mais qu'en 1980 lors de la guerre Iran-Irak, Hafez el-Assad soutient bien la République islamique d'Iran, non par solidarité confessionnelle mais pour préserver son alliance avec Téhéran indispensable à sa sécurité. « L'arc chiite est (...) posé en réalité géopolitique, non pas par ses supposés promoteurs, mais par ses adversaires déclarés ». Le roi Abdallah II de Jordanie, le président Moubarak l'ont d'abord utilisé contre l'Iran afin de le présenter comme un risque pour la stabilité régionale. L'Arabie saoudite fait de même pour réprimer la révolte à Bahreïn ou accuser le Qatar d'indulgence coupable envers l'Iran. « L'Arabie et l'Iran sont donc les deux promoteurs de cette dramaturgie sunnito-chiite. Ils partagent avec le dictateur syrien la même obsession contre-révolutionnaire... »

Les ouvrages sur la « révolution » syrienne ou la guerre civile en Syrie se multiplient : par exemple Soulhaïl Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Assad : anatomie d'un régime autoritaire* (Belin, 2013) ou Xavier Baron, *Aux origines du drame syrien 1918-2013* (Tallandier, 2013). Gilles Dorronzo, Adam Baczko et Arthur Quesnay ont publié pour Orion, l'Observatoire de la défense de la Fondation Jean-Jaurès, *Les enjeux du soutien à l'insurrection syrienne* (avril 2013). Dans cet ensemble, l'ambitieux ouvrage de Jean-Pierre Filiu tente d'aborder la Syrie dans ses différentes composantes et réalités.

Sa sympathie va clairement à la population syrienne en lutte. Il met en valeur la vitalité de cette société, ses tentatives pour créer une démocratie à l'échelle locale, ne se contente pas de donner des statistiques de victimes mais évoque des massacres précis comme celui de Daraya à l'été 2012. Mais il souligne aussi l'habileté du dirigeant syrien à jouer sur les divisions de l'opposition, sur les clivages entre populations comme sur les craintes des Etats occidentaux face à tout ce qui peut apparaître comme une menace djihadiste. La France et le Royaume-Uni hésitent à plusieurs reprises à

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

livrer des armes à l'opposition par peur d'une « contagion ». Il ne méconnaît pas les faiblesses de l'opposition voire des oppositions.

L'étude du pouvoir des Assad est convaincante, précise. Cette question est d'ailleurs aussi développée que l'étude de la révolution elle-même. L'idée que cette dynastie a subordonné toutes ses politiques à la préservation des intérêts du clan ne semble pas contradictoire avec la possibilité d'un véritable projet à l'échelle régionale notamment dans les années 1980.

La forme même du livre peut être déroutante pour le lecteur. En effet, il apparaît composite avec ses trois parties distinctes et très différentes. Par de nombreux aspects, il s'apparente aux ouvrages universitaires : appareil critique, cartes précises, chronologie et index. Mais l'ouvrage prend aussi la forme de la chronique, suite d'articles variant les échelles, examinant tour à tour la Syrie, le monde arabe, le Proche-Orient.

Jean-Pierre Filiu ne se hasarde pas à faire des prédictions comme certains « spécialistes en tout » des émissions de début de soirée. Il esquisse quelques hypothèses en partant des conditions actuelles. Pourtant, son livre risque d'être dépassé par l'actualité. Les événements se succèdent. Au printemps 2013, le minaret millénaire de la mosquée des Ommeyyades à Alep a été détruit, le chef du Hezbollah reconnaît la participation de ses militants aux opérations au centre de la Syrie et le chef d'Al Nosra se réclame d'Al Qaida. A cette heure, Bachar est toujours en place : pour combien de temps ?

CRITIQUES

A L'ESSAI

3. LE DESTIN AU BERCEAU

Inégalités et reproduction sociale

Camille Peugny

Editions du Seuil / La République des idées,
mars 2013, 111 pages, 11,80 euros

PAR JÉRÉMIE PELTIER



Eveiller l'intérêt du lecteur grâce à la qualité d'un titre est déjà une réussite. Parvenir à le faire passer du désenchantement le plus total à un regain d'espoir évident à la fermeture du livre en est une autre, et pas des moindres.

Démarrer son livre par une citation de Léon Blum offre dès le départ une saveur particulière, comme s'il était là pour nous expliquer ce titre, comme s'il ouvrait un conte pour enfants par ses mots, comme s'il empruntait la voix d'un sage nous expliquant comment l'histoire allait se dérouler au fil des pages, comme s'il nous proposait même de choisir notre personnage, à l'image d'un livre dont nous sommes les héros.

« Vous êtes le fils d'un salarié, ouvrier, employé, journaliste agricole. Sauf hasard providentiel, votre destinée est de demeurer toute votre vie en salarié. Voilà, tout à côté de vous, dans la rue voisine, le fils d'un possédant, d'un détenteur de capitaux. A moins de circonstances extraordinaires, il restera sa vie entière, directement ou indirectement, un patron ».¹

Le problème avec cette histoire, c'est qu'elle semble offrir peu d'alternatives. Tout est figé dès le départ. Pas de place pour le merveilleux. Ça ne semble ne faire aucun doute, l'histoire, dans ce cas, ne finit pas bien.

Avec le livre de Camille Peugny, on pourrait s'attendre aux premiers abords à un nouvel opus sociologique dont l'objectif est de démontrer la persistance des inégalités sociales dans la société française et la persévérance de la reproduction sociale. Jusque-là, rien de nouveau. Et bien évidemment, Camille Peugny dresse le constat de cette situation sociale dans la France de 2013, un pays dans lequel sept enfants de cadres sur dix exercent un emploi d'encadrement quelques années après la fin de leurs études, où sept enfants d'ouvriers sur dix demeurent cantonnés à des emplois d'exécution. Il n'est pas plus surprenant d'apprendre qu'entre le début des années 1980 et la fin des années 2000, l'intensité de la reproduction sociale n'a pas faibli en France, bien au contraire.

L'auteur en profite pour rappeler les raisons principales de cette situation sociale, résultat des nombreux paradoxes qui touchent encore aujourd'hui la société française : une société qui accorde une importance démesurée au diplôme, alors que la compétition scolaire est faussée dès le départ, « tant l'origine sociale pèse sur les cursus et les résultats scolaires ».

En fait, le constat dressé par Camille Peugny dans son livre est, comme il le dit lui-même, « à la fois banal et dérangeant ». Banal car nous ne sommes pas – plus – surpris face au constat qui se dresse devant nous. Nous ne sommes pas surpris à la vue des chiffres et des enseignements à en tirer.

D'un autre côté, le constat est dérangeant, et c'est là que réside en partie l'intérêt du livre de Camille Peugny. Ce dernier parvient de nouveau à bousculer le lecteur en réaffirmant la réalité d'une société divisée en classes sociales, mais qui semble avoir du mal à se reconnaître comme telle, en montrant que l'analyse de la société en classes sociales a été balayée au profit d'une analyse psychologique du social, qui ne donne plus à voir la réalité de la société française. On

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

préfère parler d'une France en dépression, d'une France fatiguée, épuisée, en « burn out », au lieu de parler d'une France dans laquelle certains groupes d'individus sont tout simplement relégués, ou ont au moins le sentiment d'être « en déclin ».

L'auteur continue de déranger lorsqu'il démontre avec vigueur en quoi le discours sur la méritocratie relève de l'hypocrisie la plus totale, comme s'il s'agissait d'un terme utilisé pour se donner bonne conscience, pour se rassurer. Camille Peugny nous rappelle là avec brio un nouveau paradoxe de la société française : la glorification du mérite s'est faite à un moment où la société semble bloquée comme jamais, où la précarité n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années et où les déterminismes sociaux n'ont jamais été aussi importants dans un contexte de chômage de masse.

L'histoire d'une génération

Plus précisément, au-delà de l'intérêt scientifique de son livre, Camille Peugny raconte une histoire, bien réelle. Il raconte l'histoire d'une génération, celle née au début des années 1970, puis celle née dans les années 1980 et 1990, une génération « sacrifiée » par trois décennies de crise économique. Une génération qui, petit à petit, a pris conscience que la méritocratie était un mythe dans lequel la société s'est engouffrée au cours des dix dernières années, un mythe dont la volonté première était de cacher le cloisonnement social existant, tout en stigmatisant ceux « qui n'avaient pas la volonté de s'en sortir ».

C'est l'histoire d'une génération qui ne croit plus à des slogans que l'on a tenté d'ériger comme des mythes structurants pour se rassurer soi-même, une génération qui sait que le vouloir n'est plus synonyme de pouvoir, une génération qui ne croit plus à l'adage « Quand on veut, on peut ».

C'est l'histoire d'une « génération sacrifiée » dont parlait l'Observatoire international du

travail en 2010, une génération dont on dira plus tard : « ils vécurent malheureux et moins bien que leurs parents ». Une génération qui, contrairement aux premières cohortes du baby-boom qui pouvaient accéder à un emploi d'encadrement jusqu'à tard dans la carrière, voit son destin se jouer bien plus tôt, voit sa position professionnelle se figer à l'âge de 35 ans.

C'est l'histoire d'une génération qui sait depuis les années 1970 que ses salaires n'augmentent pas comme les salaires des nouveaux entrants sur le marché du travail lors de la période des Trente Glorieuses. C'est l'histoire d'une génération qui a l'impression que le pouvoir et la richesse sont confisqués par les générations plus anciennes au détriment des plus jeunes, l'histoire d'une génération qui « pour la première fois en temps de paix est confrontée à des conditions d'existence moins favorables que la précédente. »

En effet, outre dresser le constat que la reproduction sociale en France est plus que jamais d'actualité, le travail de Camille Peugny consiste en partie à démontrer en quoi le terme de « progrès générationnel » est aujourd'hui mis à mal, en quoi la mobilité sociale en 2013 n'a plus rien à voir avec la situation qui prévalait au cours des quatre décennies qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, faisant apparaître la structure générationnelle de la société française comme étant devenue une « gérontoclassie ».

Soutenir les berceaux, à tous les cycles de la vie

L'art de Camille Peugny, c'est sans doute de parvenir à insérer dans son tableau la possibilité d'une alternative qui semble pérenne et efficace : non pas échanger son berceau à la naissance, mais garder celui-ci à la surface, l'élever, si possible plus haut que ses parents.

Camille Peugny veut changer le paradigme, milite pour une révolution culturelle. Il s'agit de sortir du mythe de la méritocratie pour retrouver une véritable démocratie sociale, et ce notamment au sein des institutions scolaires.

Alors que nous sommes aux lendemains de la présentation de projet de loi pour la refondation de l'école, cette refondation, cette transformation de l'école constitue pour Camille

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Peugny le premier levier d'action pour mettre fin à la reproduction des berceaux. Une transformation de ses méthodes pédagogiques semble être l'un des outils privilégiés : une école qui serait « moins scolaire » dans les premières années, une école qui classerait et qui évaluerait plus tardivement.

La revalorisation des universités face aux classes préparatoires est aussi un levier important pour lutter contre les inégalités et la reproduction sociale (sachant que statistiquement, une majorité des élèves issus de familles modestes poursuivent leurs études à l'université après le baccalauréat).

Il ne s'agit pas de faire reposer uniquement sur l'école « l'exigence de fluidité sociale ». En effet, l'un des leviers principaux est de soutenir les berceaux à différents cycles de vie, et tout au long de la vie, même en période d'emploi. Camille Peugny propose d'ailleurs une disposition concrète, applicable par un gouvernement : la mise en place d'un dispositif universel d'accès à la formation, qui serait garanti par l'Etat et reposerait sur un financement public.

Ainsi, comme on a voulu réguler le capitalisme pour éviter ses effets pervers pour la société, il s'agit dans un premier temps, avec une telle mesure, de réguler les effets pervers des déterminismes sociaux, d'enrayer la spirale négative et l'accroissement des inégalités générationnelles, avant de parvenir à renverser le paradigme, avant d'offrir à tous les berceaux un soutien tout au long de la vie.

Changer la fin de l'histoire

Le destin au berceau peut donc être lu comme une histoire, car c'est autant l'histoire d'un pays que d'une génération qui doute sur son avenir. L'avantage de cette histoire, c'est que Camille Peugny nous livre ici les billes pour en changer le cours, et en changer la fin. Il propose

un projet de société qui ne semble pas irréalizable : desserrer l'étau de la reproduction sociale par une formation tout au long de la vie – là est sa principale proposition.

Ainsi, il s'agit de faire en sorte que l'histoire se termine mieux que les histoires précédentes, mieux qu'elle n'avait commencée, en œuvrant pour que cette génération « vive heureuse, et mieux que ses parents », en redevenant petit à petit maître de son destin et de ses choix.

« Réaliser dans l'âge d'homme les rêves de la jeunesse, c'est ainsi qu'un poète a défini le bonheur », Léon Blum (*Stendhal et le Beylisme*, La Revue de Paris, 1914)

1. Léon Blum, *Pour être socialiste*, 1919.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPÉES

CINEMA

4. *THE ACT OF KILLING*

Film de **Joshua Oppenheimer**
Co-réalisé par **Christine Cynn et anonyme**
Durée : 1h55

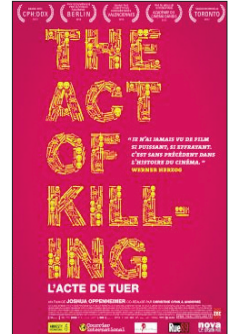
PAR VIRGINIE HIS

Cheveux blancs, chemises bariolées, légèrement voûté, maigre, l'œil malicieux, il a un petit air de Nelson Mandela. La ressemblance s'arrête là. Ces camarades de faction le comparent davantage à Amin Dada. Et pour cause...

Lui, c'est Anwar Congo, un vieil homme qui vit dans un film de gangster. Gangster en indonésien, cela signifie « homme libre ». Une traduction locale qui en dit long. Affublé d'un fidèle acolyte prénommé Herman dont le goût pour le travestissement prête à sourire, Anwar a travaillé autrefois dans un cinéma – d'où son goût pour les films américains. Ses idoles sont Al Pacino, Marlon Brando, Elvis Presley... Il a toujours rêvé d'être acteur, rôle qu'il va endosser tout au long de ce film prétexte à une catharsis qui dépasse Anwar mais vaut pour tout un pays. A lui seul, cet homme aurait tué plus de mille personnes – plus d'un million ont été assassinés en 1965 en Indonésie.

Le pari était risqué pour Joshua Oppenheimer : ne pas tomber dans un voyeurisme obscène ou dans la reconstitution historique bidon. Entre Quentin Tarantino et David Lynch, le spectateur est embarqué dans une expérience cinématographique où se côtoient l'horreur et le grotesque, dans des décors dignes des plus kitsch mises en scène de Bollywood. Un film noir plein de couleurs et d'exubérances, un mélange d'onirisme, de sur-réalisme et de cauchemar dont on ne se réveille pas indemne. Ce n'est pas un rêve, pas un film, mais bien la réalité.

Si l'on peut craindre, en s'en tenant au pitch, d'assister à une sorte de télé-réalité du crime, ça n'est jamais le cas. Le double film de Joshua Oppenheimer est un voyage dans l'insondable tréfonds de l'âme humaine, dans ce qu'elle a de plus noire. L'inhumanité est-elle le contraire de l'humanité ou en fait-elle partie ?



En offrant à Anwar la possibilité de réaliser l'un de ses rêves, devenir acteur, Joshua Oppenheimer lui fait traverser le miroir et revivre les exactions qu'il a commises. Cette reconstitution granguignolesque va peu à peu pousser Anwar dans ses retranchements. Utilisant des trucages de farces et attrapes pour faire couler l'hémoglobine, on a parfois l'impression de voir des enfants s'amuser, totalement inconscients de la gravité de ce qui se joue.

La reconstitution du massacre de tout un village apparaît plus vraie que nature : les hommes se prennent au jeu, revivent leurs heures noires de gloire et entrent dans une effrayante transe meurtrière. Ils sont des caïds, ils sont respectés. L'acte de tuer leur procure une ivresse, communiste ou pas, peu importe, seul faire couler le sang compte. Certains semblent se battre pour quelques principes mais ce qui prévaut c'est d'être le plus fort, de détenir le pouvoir de vie et de mort. Comme s'ils étaient seuls conscients de l'horreur de ces scènes, les enfants, figurants d'un jour, restent inconsolables.

Si Anwar est la tête d'affiche, il y a des seconds rôles qui sont loin d'être de seconds couteaux. Ils témoignent sans sourciller des exactions commises, comme s'ils parlaient du bon vieux temps. Aujourd'hui, ils font des emplettes en famille, jouent au golf, se présentent aux élections et jouissent d'une impunité totale.

Fiers de ce qu'ils ont accompli, ils n'ont ni regret, ni repentir. Anwar, lui, perd le sommeil, certaines scènes sont plus difficiles que d'autres à tourner, plus éprouvantes, petit à petit Joshua amène le vieil homme dans une partie de son

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

âme qu'il n'avait jamais réussi à atteindre. Face à son petit écran, Anwar le bourreau devient victime torturée. Empathie retardataire de 48 ans... Ces spasmes qui le secouent sont comme une bête monstrueuse qui voudrait enfin sortir de ce corps qu'elle a possédée suffisamment longtemps.

Pour s'emparer de quelles âmes à présent ? Car ces hommes appartiennent-ils au passé de l'Indonésie ? Présentée par Wikipedia comme la troisième démocratie du monde par le nombre d'habitants, l'Indonésie filmée ici semble toujours aux prises avec les milices paramilitaires prêtes à nouveau à en découdre avec l'ennemi quel qu'il soit. Ici un ministre, ici un député, ici un gouverneur, tous sont à la botte du chef des Pansadillas. Vêtu en orange et noir, vociférant, vulgaire, violent, arrogant, dénigrant les femmes, il manipule cette foule de jeunes Indonésiens. Et on peut craindre que parmi eux se cachent de nouveaux Anwar, prêts à en découdre, impatients peut-être...

« The Act of killing » n'est pas un documentaire politique même s'il dénonce un génocide qui n'a jamais été reconnu, ou un régime militaire qui aujourd'hui encore laisse aux milices et aux anciens tortionnaires le pouvoir de faire la loi. C'est une plongée dans ce que l'humanité a de plus noire, de plus opaque.

www.theactofkilling.fr